

Face au Plan Fries, donnez un mandat clair à des élus cohérents et combatifs !



Le nouveau PDG Fabrice Fries veut supprimer 125 postes d'ici à 2023 et en remettre une couche sur la réduction des dépenses de personnel et de fonctionnement, tout en envisageant toujours le déménagement du siège parisien.

Le Plan Fries prévoit la suppression nette de 125 postes d'ici à 2023.

- **-40 postes de journalistes, soit -4,84%** par rapport aux 826 CDI+CDD de l'« effectif mensuel moyen de l'année 2017 » (selon le Bilan social 2017)
- **-85 postes parmi les personnels techniques et administratifs, soit -16% (!)** par rapport aux 531 CDI+CDD de 2017.

Il s'agira sans doute d'*externaliser des activités techniques et administratives*, en abandonnant encore plus l'indépendance logistique de l'Agence. Quant aux *75 départs et 35 embauches de journalistes, aux redéploiements et à la localisation de postes d'expatriés*, ils ne pourront se traduire que par une nouvelle dégradation des conditions de travail et de la qualité des informations fournies par l'AFP, notamment dans le texte.

Le Plan Fries mise sur la résignation du personnel.

Après des réactions en ordre dispersé, l'Intersyndicale a réagi comme il fallait, et l'Assemblée générale du personnel à Paris a massivement soutenu son appel à l'action :

« Les organisations syndicales toutes catégories de l'AFP (CGT, SNJ, CFDT, FO, SUD et CFE-CGC) s'opposent au plan de suppression de 125 postes net présenté par Fabrice FRIES au conseil d'administration du 4 octobre qui fait porter un lourd risque sur la mission d'intérêt général de l'agence.

Nous appelons l'ensemble des salariés de l'agence tous statuts à un débrayage sur tous les fils jeudi 18 octobre de 10h à 13h durant la présentation du plan Fries lors du comité d'entreprise. (...) Une nouvelle assemblée générale aura lieu jeudi 18 octobre à 14h à l'issue du CE.

Les organisations syndicales vont solliciter les représentants du gouvernement et du parlement pour les interpellier sur l'engagement de l'Etat auprès de l'AFP, dans le respect de son indépendance. »

Le Plan Fries n'a rien de surprenant et rien de fatal.

Il est la prolongation logique de décisions dont SUD a souligné le caractère *politique*, donc *modifiable par l'action collective des citoyens et des salariés*, dès lors qu'ils ne se résignent pas à tout accepter. Des décisions que SUD a régulièrement décryptées et dénoncées, notamment :

- **2015 - L'AFP mise sous la tutelle de la Commission européenne**, qui a imposé la casse du Statut – « *"Mesures utiles" pour l'AFP - Indolores ou nocives ?* » - <http://u.afp.com/DJZ>
- **2015 - Contrat d'objectifs et de moyens** – « *Signature du COM-3 (2014-2018) : L'indépendance de l'AFP ? C'est fini !* » - <http://u.afp.com/ob8W>
- **2018 - M. Fries à la tête de l'AFP** - « *Décryptage du Projet Fries* » - <http://u.afp.com/opDg>

L'annonce du Plan Fries coïncide avec les élections professionnelles.

Face au Plan Hoog, la délégation SUD a respecté ses engagements : chacun peut le vérifier, en lisant notre **Bilan de mandat** et l'**Inventaire des accords sociaux 2014-2018** (*Qui a signé quoi ? Qu'a fait SUD ?*). Vous trouvez ces documents et les **Professions de foi des listes SUD** qui se présentent dans les trois collèges, ici : <http://u.afp.com/SUD2018>

Face au Plan Fries, le personnel a tout intérêt à se choisir *des représentants déterminés, cohérents et combatifs*. Des représentants qui *informent le personnel*, qui font des *propositions alternatives*, et qui représentent *tout* le personnel, sans corporatisme.

Jusqu'au 18 octobre, donnez à SUD plus de poids et davantage d'élus !

Votez et faites voter SUD !